

Communiqué

Non prioritaire ?

C'est une nouvelle fois par voie de presse, que la Fédération des Finances FO est informée du contenu des lettres plafonds, adressées par le Premier Ministre aux différents membres du gouvernement dans le cadre du projet de loi de finances 2013..

A cette occasion, le ministère de l'économie et des finances est catalogué dans les ministères non prioritaires, et à ce titre devrait se voir infliger la suppression de 2500 emplois.

Aucune direction ne sera épargnée, avec des fermetures de sites, des restructurations de services et des redéploiements de personnels..

Après les plus de 20 000 suppressions d'emplois subies ces dix dernières années, ces nouvelles coupes sombres sont totalement inacceptables pour FO Finances.

Dans une période de crise économique systémique où le gouvernement est à la recherche de rentrées budgétaires, il est pour le moins paradoxal qu'il considère l'ensemble des missions économiques et financières comme non prioritaires, qu'il s'agisse notamment de l'assiette et du recouvrement de l'impôt ou de la lutte contre toutes les fraudes.

Depuis plusieurs mois, FO Finances alerte les autorités ministérielles sur la détérioration des conditions de travail dans les services. Si ces annonces venaient à se concrétiser, la situation ne ferait qu'encore s'aggraver un peu plus avec des conséquences sociales et humaines parfois dramatiques.

FO Finances saura prendre toutes ses responsabilités si ces annonces devaient être officialisées dans le cadre de la présentation du projet de loi de finances.

D'ores et déjà, FO Finances demande que le ministre préside dès la rentrée un Comité Technique Ministériel pour qu'il puisse justifier ses choix budgétaires devant les représentants des personnels.

Paris, le 3 août 2012